

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS HOUDANAIS – N°115/2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-huit décembre, à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Houdanais légalement convoqué, s'est réuni à Richebourg sous la présidence de Monsieur Jean-Marie TÉTART.

**Date de la
convocation :**
11/12/2025

Date d'affichage :
11/12/2025

**Nbre de conseillers en
exercice : 56**

**Ouverture de la
séance :**

Nbre de présents : 38

32 Titulaires,
6 Suppléants

Nbre de pouvoirs : 4

Nbre de votants : 42

Secrétaire de séance :

Josette JEAN

Etaient présents :

MM., FÉRÉDIE, NEDELLEC, MAILLIER, GEFFROY (à partir du point n°122), SETIAUX, LHOSTE, ANDRIN, GILARD, LANDRY (à partir du point n°115), CADOT, RENAULD, BERTRAND (à partir du point n°113), DUVAL Guy, TÉTART, LEHMULLER, LECOY, PELARD, VERPLAETSE, CHARRON, MYOTTE, LEFEBVRE, PFLIEGER, RIVIERE Julien, ROBIN, PASDELOUP, Mmes LUCAS, LEROUX (à partir du point n°122), HODIESNE (à partir du point n°122), JEAN, MOULIN, LEBRUN, DEBRAS, ROBERT, LE CADRE TOUZEAU, FLIS, COURTY, LE GUILLOUS, CORDIEZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

M. TANCREDE délégué titulaire a donné pouvoir à M. TÉTART, Mme SIWICK déléguée titulaire a donné pouvoir à M. ANDRIN, M. HUARD délégué titulaire a donné pouvoir à Mme DEBRAS, M. RIVIERE Dominique délégué titulaire a donné pouvoir à M. RIVIERE Julien.

**OBJET : RÉÉVALUATION DE LA PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE
COMPLÉMENTAIRE SANTÉ**

Le Conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-6 et suivants

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses dispositions di Livre VIII – Protection sociale complémentaire des agents publics, et notamment les articles L.827-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties minimales de protection sociale complémentaire en matière de santé et de prévoyance, ainsi qu'aux montants de référence servant de base à la participation financière des employeurs publics ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la procédure de labellisation des contrats et règlements en matière de protection sociale complémentaire ;

Vu la circulaire NOR RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif de protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boissets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais, conformément à l'article L.5211-5-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la participation actuelle de la collectivité est fixée à 10 € par agent et par mois ;

Considérant que le montant de référence fixé par le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est de 30 € et que le minimum légal de participation employeur doit être égal à la moitié du montant de référence, soit 15 € par agent et par mois ;

Considérant que la participation employeur ne peut être versée qu'aux agents ayant souscrit un contrat de complémentaire santé labellisé, sur présentation d'une attestation annuelle de labellisation ;

Considérant que la nécessité d'assurer la mise en conformité de la collectivité avant l'échéance du 1^{er} janvier 2026 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ARTICLE 1 : Approuve la réévaluation de la participation employeur à la protection sociale complémentaire à 15 € par agent et par mois.

ARTICLE 2 : Conditionne son versement à la présentation d'une attestation de labellisation.

ARTICLE 3 : Fixe l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 4 : Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

A Maulette, le 18 décembre 2025,

**Le Président,
Jean-Marie TÉTART**



La secrétaire de séance,

Josette JEAN



Transmise à la Sous-Préfecture le : 23 DEC. 2025

Rendue exécutoire le : 23 DEC. 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Cette juridiction peut être saisie par voie postale ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr